



CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

ENTRE

La Ligue de Judo de Normandie, ayant son siège social à Caen (14),

Représentée par Jean MESNILDREY en qualité de président.

N° SIRET : 313 388 308 00022

Code APE : 9312Z

Ci-après dénommée « la Ligue »

Et

Le Comité de Seine Maritime de Judo, ayant son siège social à Saint-Etienne du Rouvray (76),

Représenté par Philippe BAILLIF en qualité de président.

N° SIRET : 401 242 169 00019

Code APE : 9312Z

Ci-après dénommé « le Comité 76 »

Et

La Ville de Montivilliers, dont la Mairie est située Place Fr. Mitterrand, 76290 Montivilliers

Représentée par Jérôme DUBOST en qualité de Maire, dûment habilité par décision n°2020.05/INF09, en date du 26 mai 2020.

Ci-après dénommée « la Ville »

Cette convention est régie par les dispositions des articles L. 2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P).

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention précise les conditions d'occupation du gymnase Christian Gand sis rue Pablo Picasso – 76290 Montivilliers par la Ligue et le Comité 76 pour le stockage du matériel décrit à l'article 3 de la présente convention.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet le 01/01/2025 au 31/12/2026.

Six mois avant l'échéance de cette convention le 31/12/2026, les parties prévoient de se revoir pour établir un bilan et envisager les suites à donner à cette dernière.

Article 3 : Inventaire du matériel stocké

Le matériel propriété de la Ligue et du Comité 76 et stocké au sein du gymnase Christian Gand est composé de :

- 290 tapis de judo « tatami » de couleur bleue de marque BSW Tatamis, acquis par le Comité de la Seine-Maritime le 16/07/2019 auprès de la société Dojomania.
- 108 tapis de judo « tatami » de couleur rouge de marque BSW Tatami, acquis par le Comité de la Seine-Maritime le 16/07/2019 auprès de la société Dojomania.
- 6 tapis de judo « tatami » de couleur vert de marque Noris Tatamis, acquis par le Comité de la Seine-Maritime le 2008 auprès de la société Noris.

Le nombre de tatamis peut évoluer en fonction des besoins et affectations du matériel de la ligue et du Comité 76 de Judo. Ce dernier devra en informer la ville de Montivilliers afin d'adjoindre à cette convention, une annexe dénombrant le nombre de tatamis stocké par la ville de Montivilliers de manière exhaustive.

Article 4 : Lieu de stockage et accessibilité

La Ville de Montivilliers consent à stocker à titre gracieux le matériel dont l'inventaire est précisé à l'article 3.

En contrepartie, la Ligue de Normandie et le Comité Départemental de Judo s'engagent, au moment de la construction de leurs calendriers respectifs, à rechercher toute programmation possible en lien avec leur objet et qu'une compétition de niveau national puisse être accueillie, chaque année, sur la commune de Montivilliers.

En dehors des périodes d'utilisation du matériel dans le cadre de manifestations en lien avec l'objet de la Ligue de Normandie et du Comité de Judo, le matériel précisé à l'article 3 est stocké au sein du gymnase Christian Gand dans un local de stockage.

Cet emplacement est accessible par les agents municipaux.

Article 5 : Mouvements du matériel stocké

La Ligue et le Comité de Judo peuvent déplacer le matériel stocké précisé à l'article 3 pour toute manifestation en lien avec leur objet. Pour ce faire, la Ville de Montivilliers devra être prévenue par courrier adressé au Maire au minimum 21 jours avant la date d'enlèvement prévue du matériel. La Ligue et le Comité de Judo s'engagent par ailleurs à rechercher avec la Ville de Montivilliers des créneaux horaires adaptés pour l'enlèvement et le retour du matériel au sein du gymnase Christian Gand.

Tout déplacement hors des locaux de la Ville de Montivilliers devra être effectué par les équipes de la Ligue et du Comité de Judo ou tout prestataire qu'ils auront mandaté à cet effet et qui relèvera entièrement de leur charge financière. Pour tout mouvement de matériel, un contact d'une personne responsable de l'enlèvement et du retour du matériel est communiqué par la Ligue et le Comité de Judo à la Ville de Montivilliers.

Dans le cadre des manifestations organisées par la Ligue et le Comité de Judo sur le territoire de la commune de Montivilliers, les agents municipaux participeront à l'installation au même titre que des personnes affectées par la Ligue ou le Comité départemental de Judo. La Ligue ou le Comité mettra systématiquement une personne à disposition pour superviser l'installation et sa conformité avec les configurations requises pour le bon déroulement de chaque manifestation.

Toute utilisation par la Ville de Montivilliers du matériel stocké et précisé à l'article 3, en dehors de toute organisation de la Ligue ou du Comité de Judo, ne pourra s'effectuer qu'après accord exprès des responsables légaux de ces derniers. Celle-ci ne pourra se faire que dans le strict respect des normes d'utilisation des tatamis édictées par la FFJDA (pieds nus, propres, ongles courts, etc.)

De même, tout mouvement du matériel répondant à des besoins propres à la Ville de Montivilliers (travaux, nettoyage des locaux, utilisation temporairement modifiée des locaux de stockage dans le cadre d'un évènement, etc.), devra faire l'objet d'une information aux responsables légaux de la Ligue et du Comité de Judo. En cas de mouvement du matériel dans ce cadre, la Ville de Montivilliers s'attachera à préciser le(s) nouveau(x) lieu(s) de stockage du matériel et son (leur) accessibilité.

Article 6 : Inaccessibilité temporaire des locaux

En cas d'inaccessibilité temporaire ou prolongée des locaux mentionnés à l'article 4, la Ville de Montivilliers s'engage à rechercher une solution temporaire de stockage du matériel précisé à l'article 3, au sein de ses locaux. A défaut, la Ville s'engage à prévenir 30 jours avant les responsables légaux de la Ligue et du Comité de Judo pour leur laisser le temps d'organiser d'éventuels mouvements.

Article 7 : Responsabilités et assurance

La Ligue et le Comité de Judo s'engagent à contracter les assurances nécessaires à couvrir les risques liés au stockage et à leur propre utilisation du matériel stocké. Elles devront être en mesure de fournir les justificatifs sur demande de la Ville un mois après la date de prise d'effet de la présente convention.

Article 8 : Redevance d'occupation

Dans la mesure où la Ligue et le Comité sont des émanations de la Fédération française de judo, laquelle est une association à but non lucratif (article L. 131-2 du code du sport) qui concourt à la satisfaction d'un intérêt général, l'occupation leur est consentie à titre gracieux conformément à l'article L. 2125-1 du CG3P.

Article 9 : Modifications de la convention

Toute modification apportée à la présente convention devra faire l'objet d'un avenant dûment signé par les parties.

Article 10 : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, en respectant un préavis de 2 mois et en transmettant un courrier avec accusé de réception.

La Ligue et le Comité 76 ne pourront prétendre à aucune indemnisation de la part de la Ville en cas de résiliation, pour quel que motif que ce soit, de la convention par cette dernière.

Article 11 : Litige

En cas de litige lié à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de le régler par la voie amiable. En cas d'échec, le tribunal administratif de Rouen sera seul compétent.

Fait en 3 exemplaires originaux, à Montivilliers, le

Signatures :

Pour le Comité de la Seine-Maritime de
Judo

Pour la Ligue de Judo de Normandie

Pour la Commune de Montivilliers